

**CIBLE**

## Sondages

**L**ors du débat sur la nationalité, les lecteurs du *Figaro* ont été ravis d'apprendre que, selon un sondage, 75 % pour Français étaient favorables à un référendum sur la nationalité.

La même semaine, les lecteurs du *Nouvel Observateur* se sont réjouis de découvrir que, selon un autre sondage, les Français sont de plus en plus séduits par la culture arabe.

Un jour ou l'autre, *l'Humanité* brandira les chiffres qui soulignent à quel point les Français sont méfiants à l'égard de la monnaie unique.

Et ainsi de suite. Les sondages démontrent tout, et le contraire. Mais ils ont l'avantage de faire plaisir aux convaincus de tous bords, et ils prêtent à toutes les manipulations. On essaie de récuser la représentation nationale en abusant les citoyens puisqu'un référendum sur la nationalité serait anticonstitutionnel. On lutte contre des opinions grâce à la résultante chiffrée de questions qui impliquent certains types de réponses, et de réponses qui ne touchent pas nécessairement à la question.

Les sondages sont absurdes, mais ils évitent le travail d'enquête et de réflexion. Nous continuerons donc d'accumuler des pourcentages, en bavardant sur la perte des repères.

## AÉRONAUTIQUE

# Quelle stratégie choisir ?

Patronat

**Le baron fait  
sa crise**

p. 12

Front

**Megret contre  
la nation**

p. 3

## C'est vous qui le dites...

Nous avons pour coutume, dans ce courrier des lecteurs, de publier les lettres reçues sans les commenter ni y faire de réponses. Nous dérogeons aujourd'hui à cette habitude car un de nos correspondants soulève un point particulièrement important. L'on trouvera donc à la suite de sa lettre, la réponse que, Luc de Goustine, à notre demande, lui a faite.

### Église et empire

Je vous écris pour vous dire que je n'ai pas renouvelé mon abonnement. La qualité de votre journal n'est pas en cause : j'en admire la tenue. Je partage certaines de vos analyses ; j'apprécie toujours la finesse, la clarté et la franchise de ce grand éditorialiste qu'est Gérard Leclerc. Cependant je suis en désaccord avec vous sur un point essentiel : la question du rapport entre le spirituel et le temporel. Je me suis aperçu de ce clivage lors de la venue du pape en France. Vous sembleriez, pour le mieux, indifférents... Or le gallicanisme a fait des ravages : il a préparé le jacobinisme. Je me reconnais beaucoup plus dans l'ultramontanisme de Joseph de Maistre, mais ce courant chez vous n'est pas représenté...

Votre amour de l'idée de royauté (à la française) vous fait détester toute forme d'Empire. Y compris catholique. Ici nos chemins bifurquent. Vous êtes à mes yeux, par certains côtés, trop nationalistes. Par certains autres côtés, je vous trouve par trop éloignés de l'héritage le plus positif de l'Action française. Nous souffrons encore idéologiquement des ravages de la Révolution.

Sans le rapport vivant à la tradition, la royauté dégénère en autocratie monarchique (déjà sous Louis XIV). Il convient de retrouver, ne serait-ce que dans ses principes, l'intégralité de la tradition ; autrement dit apprendre à penser ensemble ces trois grandes choses (pour commencer) : l'Église, l'Empire, la Royauté.

F.V. (Paris)

### Notre réponse

Résumons les griefs de notre correspondant : indifférents au spirituel et au pape, gallicans/jacobins, hostiles à tout empire « y compris catholique », nous serions somme toute trop nationalistes et influencés par la Révolution

**royaliste**  
SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Une droite sans réaction - Détruire les nations - p.4 : Au chevet d'une planète malade - Les salariés trinqueraient - p.5 : La Turquie exclue de l'Europe - p.6/7 : Quelle stratégie aéronautique - p.8 : Hernu - Conversation nationaliste - p.9 : Le Bluff républicain - p.10 : D'une Éminence l'autre - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Le baron fait sa crise.  
RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

bolique prend forme qui nourrira la monarchie nationale et présidera à la naissance de tous les royaumes d'Europe (et, par leur exemplarité, de bien d'autres !). Cette identité, liée à un territoire limité de type centralisé, s'est toujours affirmée par contraste avec l'empire centripète, fédérateur ou conquérant. La France est d'autant mieux placée pour faire la distinction qu'elle a succombé sous Napoléon - dans le sillage du messianisme révolutionnaire - à l'ivresse impériale...

A l'impérialisme idéologique de la Révolution comme à l'impérialisme marchand de l'ultra-libéralisme anglo-saxon, la tradition capétienne oppose un universalisme de la personne, fondé sur le contrat historique et la communion spirituelle.

Dernière remarque : Quand notre lecteur nous a-t-il vus indifférents aux événements religieux et à la personne du pape ? S'il apprécie Gérard Leclerc, a-t-il lu son « Pourquoi veut-on tuer l'Église ? » et ses livres sur le pape ? A-t-il feuilleté l'enquête qu'avec Philippe Delorme, nous avons menée sur « Clovis 496-1996 et le XVI<sup>e</sup> centenaire de son baptême » ?

L'importance que nous, royalistes politiques - croyants et incroyants mêlés - accordons aux sources judéo-chrétiennes de la tradition française nous dispense d'afficher à tout bout de champ comme convictions religieuses des valeurs devenues le bien commun de la nation. En outre, cette tradition primum contre les résurgences néopaganisme et retient d'enfreindre sciemment la doctrine évangélique qui enseigne de distinguer « ce qui est à Dieu » de « ce qui appartient à César ».

Luc de Goustine

### Fraîcheur

J'apprécie votre indépendance d'esprit et votre objectivité complètes par une réelle honnêteté intellectuelle qui vous font critiquer ou approuver des décisions politiques qu'elles soient de gauche ou de droite.

Ceci est fondamentalement important car personnellement je n'apprécie pas les dogmatismes ! Personne ne détient la vérité absolue ; c'est pour quoi il me serait impossible d'être un militant du RPR ou du PC, encore moins du FN, pour qui tout ce qui est approuvé en haut lieu doit obligatoirement l'être par le militant de base.

Votre petit journal apporte à sa manière une fraîcheur de ton et une certaine impertinence digne de la démocratie.

G. P. (Morbihan).

### Petit bémol

Je suis un lecteur de *Royaliste* depuis 13 ans et je voulais vous dire de ce que je pense de votre journal. D'abord, il m'intéresse pour un éclairage différent de l'actualité, des articles bien écrits, et surtout une réflexion sur des thèmes de notre société, par exemple, dans un récent numéro, pour l'Internet (très intéressant), donc je suis très satisfait.

Un petit bémol toutefois, je ne comprends pas votre virulence à l'égard de M. Jospin, il me semble plus honnête que la moyenne des hommes politiques, et sa politique est fidèle à ses engagements de campagne contrairement à celle de M. Juppé. Bien sûr, elle est sans doute trop réaliste, et n'incite pas au rêve, mais en ce qui me concerne, je ne rêve plus comme en 1981. Il ne se passe plus un numéro sans un avis négatif sur la politique ou les idées de M. Jospin. C'est sur ce point que je décroche un peu ; dans le passé, puisque vous étiez assez solidaires de l'action de M. Mitterrand, je n'avais pas ce malaise là.

Malgré tout, je reste abonné, j'aime bien le journal et il me manquerait maintenant. (...) Je tiens à vous féliciter pour sa qualité hors du commun, je l'ai fait connaître à trois personnes qui ne se sont pas encore engagées à s'abonner mais qui, étant de gauche, partagent vos idées bien qu'elles aient des a priori. Pour eux être royaliste, c'était être rétrograde, de droite (extrême), leurs avis ont changé.

Je souhaite longue vie à votre journal et à votre mouvement.

J.-M. G. (Gironde)

### Projet

J'ai découvert votre journal par le biais de votre supplément de 4 pages « Un projet pour la France » qu'un ami m'avait donné. C'est sa lecture qui m'a décidé à m'abonner bien que je ne partage pas ce « projet » à 100 % (entre autres, je ne suis pas royaliste). Face au prétendu « réalisme royaliste », que nos gouvernants invoquent si souvent et qui n'est que le masque de l'indigence de leur pensée et de leur absence d'imagination, vous faites un certain nombre de propositions claires (même si certaines présentent une part d'utopie) qui ont le mérite de s'inscrire dans une perspective globale cohérente.

D.J. (Vaucluse)

## Capilotade

# Une droite sans réaction

Lors du débat sur la nationalité, la droite a seulement fait preuve d'une effrayante nullité intellectuelle et politique, et d'une absence totale de sens tactique.

Nous le rappellerons cent fois, au risque de lasser : face au Front national, la droite est en première ligne et ses chefs ont aujourd'hui un rôle décisif à jouer dans la résistance au national-populisme. Nous souhaitons donc que les formations de droite retrouvent une pensée et un projet, afin d'enrayer l'actuel mouvement de décomposition qui ne profite qu'au Front national.

Depuis la rentrée, aucun signe positif n'a pu être relevé. Tandis qu'un nombre imposant d'élus de droite continue de défrayer la chronique judiciaire (ce qui signifie que le ménage n'est toujours pas fait), les porte-parole de l'opposition se contentent de faire écho aux imprécations du patronat et de défendre sans le moindre regard critique les lois votées par la précédente majorité.

Un exemple particulièrement pitoyable a été donné lors du débat sur la nationalité. Contre la tradition millénaire de notre pays (celle du droit du sol), les députés de droite se sont opposés au retour à l'attribu-

Faites connaître  
*Royaliste*  
à vos amis.

Abonnement d'essai  
3 mois = 25 F

## Frontisme

# Détruire les nations

En se déclarant officiellement pour le rattachement de la Wallonie à la France, le Front national confirme le caractère subversif de son nationalisme ethno-linguistique.

Bruno Megret a le mérite de la franchise. Reçu à Anvers les 24 et 25 novembre par le parti flamand d'extrême droite (Vlams Blok) le délégué national du Front national a livré sa vision de l'avenir de la Belgique en deux points :

- Il trouve « légitime que le peuple flamand cherche à affirmer son identité et son indépendance » ;

- Il se déclare « rattachiste » et annonce que « quand le FN sera au pouvoir, nous proposerons à la Wallonie de devenir la vingt-troisième région française ».

Comme toujours, ces déclarations ont les apparences de la logique et flattent notre orgueil national. Mais les choix politiques qu'elles impliquent sont à tous égards destructeurs.

Contrairement à ce qu'il affirme, le Front national ne défend pas les identités nationales dans le cadre d'une Europe des nations, mais des identités ethniques qui détruisent les nations historiques. S'il avait été totalement rigoureux, Bruno Megret aurait déclaré que le Front national souhaitait la destruction du Royaume de Belgique, afin que les Flamands puissent affirmer leur identité. Autrement dit, l'application de la doctrine frontiste provoque nécessairement l'abolition

d'un État de droit et du régime politique traditionnel de la Belgique, que le peuple belge reconnaît et apprécie comme tel, ainsi que nous l'avons vu à la mort du roi Baudouin.

Le rattachisme francophonisant n'est pas moins redoutable dans ses implications :

Ou bien c'est une doctrine de circonstance, destinée à justifier une visée expansionniste sur un territoire : en ce cas, divers voisins, parmi lesquels de nombreux Belges, s'opposeraient violemment à la « proposition » française qui serait dépourvue de fondement juridique et qui risquerait de déclencher d'incontrôlables réactions en chaîne.

Ou bien ce rattachisme découle d'une position de principe, et le Front national doit proposer mais aussi accepter l'application générale du nationalisme ethno-linguistique partout en Europe. En ce cas, l'Alsace, la Corse, le Pays Basque, la Bretagne, Nice et la Savoie pourront exiger l'application du principe rattachiste au profit d'autres pays (Allemagne, Italie, Espagne) qui seront eux aussi confrontés à une logique (détachiste) de démembrement partiel.

Il faut appeler un chat un chat, et Bruno Megret un apprenti sorcier.

Annette DELRANCK

## Au chevet d'une planète malade

S'il est un domaine où la concertation internationale est nécessaire, c'est bien celui de l'écologie. Mais pour que cette concertation soit utile il faut encore que les grandes puissances respectent les règles du jeu.

**A**près le sommet de Rio en 1992, celui de Kyoto vient de rassembler, au chevet d'une planète malade, plusieurs centaines de médecins délégués par 165 pays. Dans l'absolu, ces rencontres sont une bonne chose. Mais, avec le recul, même faible, dont nous disposons, l'on s'aperçoit, hélas ! qu'elles ne servent à rien.

Les scientifiques sont unanimes : si, rapidement, les hommes ne font rien pour diminuer de façon considérable les rejets dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, notamment le gaz carbonique, le monde court à la catastrophe. D'abord, la température augmentera ; ensuite, la banquise et les glaciers de nos montagnes fondront faisant monter le niveau des eaux ; enfin, la moitié de l'humanité - qui vit en bordure de mer - se retrouvera les pieds dans l'eau, certaines îles seront même englouties. Il y a donc urgence à prendre des mesures radicales. Telle était la raison d'être du sommet de Kyoto.

Seulement voilà, il y a un obstacle majeur : les Américains - qui sont les plus pollueurs - ne veulent rien faire qui serait susceptible de contrarier leurs groupes de pression industriels. Déjà, en 1992, les pays participant au sommet de Rio avaient décidé de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de manière à revenir en l'an 2000 au même niveau qu'en 1990. Or, en 2000, les États-Unis enverront dans l'atmosphère 13 % de gaz carbonique en plus

qu'en 1990. C'est pourtant sur un programme très écologique que le duo Clinton-Gore avait été élu. L'actuel vice-président des États-Unis ne proposait-il pas dans un ouvrage paru alors qu'il n'était encore que sénateur : « *un véritable plan Marshall écologique à l'échelle planétaire* » ou encore « *un programme visant à décourager l'emploi des technologies écologiquement dangereuses et à les faire disparaître, et, simultanément à développer et diffuser une nouvelle génération de techniques de remplacement, sophistiquées et neutres du point de vue écologique* ». Et de conclure « *la nécessité se fera si contraignante que l'Amérique exigera le genre d'effort déterminé qui a rendu le programme Apollo si productif et enthousiasmant* » (1)...

En guise de programme d'envergure, les États-Unis ont proposé à Kyoto l'adoption d'un « permis de polluer », qui s'achèterait, s'échangerait, se revendrait en fonction des nécessités. Ce système éminemment complexe autoriserait une entreprise à polluer à condition qu'elle paie. Cette contravention lui reviendrait de toute façon moins cher que d'investir dans un programme de réduction de la pollution. Décidément l'écologie n'a pas plus de valeur, aux yeux de nos penseurs libéraux, que le social.

Nicolas PALUMBO

(1) Al Gore - « Sauver la planète terre » - Albin Michel, 1993 - prix franco : 130 F.

## Les salariés trinqueront

C'est avec méfiance que l'on attendait les résultats de la conférence nationale pour l'emploi. Nos craintes étaient justifiées...

**L**e 26 novembre dernier le gouvernement présentait au Conseil d'État son projet de loi « d'orientation et d'incitation » sur la réduction de trente-neuf à trente-cinq heures du temps de travail. Même si l'on commençait à s'habituer aux trahisons du gouvernement Jospin, la lâcheté et la complaisance de ce projet de loi font froid dans le dos et laissent présager d'une nouvelle dégradation des conditions de travail.

En effet la réduction de la durée légale du travail ne s'appliquera pas avant l'an 2000 aux entreprises d'au moins vingt salariés. Quant aux autres, elle pourront attendre 2002 pour se conformer à la nouvelle législation. Bien sûr le projet de loi prévoit des aides transitoires aux entreprises désireuses d'adopter dès 1998 le nouveau système tout en embauchant des salariés supplémentaires. Cette aide pourra s'élever à 14 000 F pour une baisse de 15 % du temps de travail et une hausse de 9 % du nombre des travailleurs.

On aimerait bien comprendre... Pourquoi la France et ses cinq millions de chômeurs doit attendre jusqu'en 2002 pour que cette réforme puisse s'appliquer à tous ? Pourquoi affirmer vouloir laisser le temps aux négociations puisque le patronat se refuse à toute négociation, et cela dans l'attente d'un changement de gouvernement ? En fait, il

vaudrait mieux ne pas comprendre qu'un gouvernement prétendument socialiste se soumette chaque jour un peu plus aux exigences des entreprises et fasse le jeu d'un ultra-libéralisme dévastateur.

En fait, avec ce projet de loi le gouvernement a fait de la réduction de la durée du travail non plus une ambiguïté mais une menace. Les petites entreprises, où les salaires sont les plus bas et la durée du travail la plus longue, seront concernées en dernier. Mais quelle importance après tout, quand on sait que, sans section syndicale et menacés de licenciement, les salariés des PME ne pourront pas négocier. De plus, rien n'est prévu pour empêcher les entreprises, déjà bien protégées contre les sanctions de l'inspection du travail, de recourir à une flexibilité maximum. Ni la question des heures supplémentaires, ni celle de la durée maxima du travail n'ont été clairement abordées. Enfin, quand on sait que le budget 98 ne prévoit que trois milliards pour le financement des aides transitoires on se demande si ce ne sont pas les salariés eux-mêmes qui financeront la réduction du temps de travail.

Remi TISSOT

Pour Noël un cadeau original : offrez un abonnement à *Royaliste*.

## La Turquie exclue de l'Europe

Si la Turquie ne peut pas faire partie de la première vague d'élargissement de l'Union européenne, pourquoi aussi l'interdire de conférence européenne avec les autres pays candidats ? Certains États-membres, soit sont irresponsables, soit ont un agenda caché.

**L**e sommet européen de Luxembourg les 12 et 13 décembre devait entériner la courte liste arrêtée par la Commission de Bruxelles le 16 juillet dernier limitant à cinq les pays avec lesquels des négociations d'adhésion devraient s'ouvrir l'année prochaine : Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie et Estonie (mais pas la Lituanie). A cette liste il convient d'ajouter Chypre en vertu d'une décision antérieure. Une conférence européenne qui s'ouvrirait en février à Londres réunirait ces pays ainsi que les autres candidats sur des sujets non communautaires : politique étrangère, intérieur et justice. Bonne idée de départ que de ne pas limiter les échanges européens à l'économie et d'aller de l'avant sur les questions politiques. Questions intéressantes toute l'Europe mais qui demeurent, au sein de l'Union, du domaine de la coopération intergouvernementale (dite depuis Maastricht du troisième pilier). De cette conférence pourtant, l'on veut encore exclure la Turquie, par ailleurs membre de l'OTAN.

Les interférences entre le politique et l'économique sont légion. L'Union européenne et la Turquie ont signé en 1995 un traité d'union douanière qui fonctionne à l'avantage de l'Union. Le déficit commercial de la Turquie à son égard est passé, en un an, de 5 à 11 milliards d'écus, mais la Grèce et le parlement européen, ont mis leur veto à

l'aide financière prévue en contrepartie. Pour autant, la Turquie supporte la concurrence, ce qui la qualifie pour aller plus avant dans l'élargissement. Nenni. Par contre, si Chypre a été incluse dans la première vague, c'est à l'évidence pour des raisons politiques, au mieux comme un levier de la diplomatie européenne. Le mélange des genres n'est pas du tout heureux. Des trois fées qui actuellement se penchent sur le berceau d'Aphrodite, M. Van den Broek, commissaire européen aux relations extérieures est le moindre face aux médiateurs de l'ONU, retour du Burundi ou du Cambodge, et surtout des États-Unis, l'inné-narrable Richard Holbrooke, frappé de la ressemblance entre Chypre et la Bosnie. Il n'est plus question de

république islamique turque. L'Europe, la Bosnie l'a montré, n'est pas hostile à l'Islam quand il respecte la laïcité. On ne peut pas refuser de porter celle-ci au crédit d'Ankara, jusqu'au prochain retour en force du Refah ? Quoi qu'il en soit, si la Turquie aujourd'hui n'est pas jugée suffisamment européenne, ce ne serait pas pour des raisons religieuses pas plus d'ailleurs qu'économiques, mais à cause de deux problèmes internationaux lancinants : le Kurdistan et Chypre. Sur ces deux questions, les plus laïques d'entre les laïques, les généraux, sont aussi les plus intransigeants. La gauche démocratique est la plus nationaliste. L'actuel vice-premier ministre, président de ce parti, Bulent Ecevit, est celui-là même qui a envoyé en 1974 l'armée turque occuper la partie nord de l'île de Chypre. Il n'est donc pas étonnant que ce soit le Conseil national de Sécurité, et non le parti islamique, qui menace d'enlever de l'ordre du jour en Turquie l'entrée dans l'Europe.

Pourquoi en va-t-il ainsi ? Évidemment à cause de la Grèce. Il ne faut pas oublier que c'est de Grèce continentale qu'est venue l'étincelle qui a provoqué la chute du président Makarios et la partition de l'île. C'était au temps du régime des « colonels » grecs mais aussi de Kissinger dont le rôle en la matière n'a jamais été éclairci. L'histoire ne demande qu'à se répéter. Les dirigeants turcs, les plus laïcs, ont toujours fait le parallèle entre le sort des musulmans en Bosnie et celui des Turcs de Chypre avant 1974. La Turquie aujourd'hui est la plus active dans la formation et l'équipement de la nouvelle armée bosniaque avec le soutien des États-Unis. Chacun peut imaginer la suite.

L'enjeu est donc crucial. Que veut-on en Bosnie ? Mais aussi quel projet avons-nous pour l'Europe ? Si nous voulons une Europe diverse, si nous voulons sauver l'idée d'une Bosnie multiple, il ne faut pas exclure la Turquie et il ne faut pas non plus ne faire entrer dans la Communauté européenne que la seule république grecque-chypriote, même sous couvert de tactique diplomatique. Il risque d'y avoir un grave débat de fond dans lequel la France et l'Allemagne seraient opposées. Pour l'instant, il est, autant que faire se peut, écludé. Il ne faudrait pas qu'il se pose à chaud en mer Égée. Ce serait sans doute plus grave que ce qu'on a vu pour la reconnaissance de la Croatie au début du conflit des Balkans.

Yves LA MARCK

BERTRAND  
RENOUVIN  
UNE  
TRAGÉDIE  
BIEN  
FRANÇAISE

Le Front national  
contre  
la nation

Ramsay

” Parce qu'il sait ce qu'est la tradition, Renouvin dénonce la posture et l'imposture lepénistes ”.

Joseph Macé-Scaron (*Le Point*).

” Ce n'est pas un pamphlet. Bertrand Renouvin refuse la facilité. Sa critique du programme frontiste est démontrée par une analyse historique et sociologique. (...) A peine sorti, ce livre suscite déjà de nombreux débats. ”.

Robert Gesnot (*Libération-Champagne*)

Prix franco 115 F



## Hernu

Il y a un peu plus d'un an, Charles Hernu était accusé par des journalistes de l'*Express*, relayés par leurs confrères du *Monde*, d'avoir été un agent de l'Est.

A l'époque, *Royaliste* avait relevé quelques-unes des faiblesses de cette accusation. Nous avions raison de mettre nos lecteurs en garde contre cette opération de presse. Il n'y a pas d'affaire Hernu mais, une fois de plus, un scandale qui tient aux procédés de certains enquêteurs : un livre récent (1) donne des preuves surabondantes de la fragilité de leurs montages et de la fausseté de leurs allégations. Manifestement, l'honneur de Charles Hernu est sauf.

Le livre vaut par la qualité de la contre-enquête, menée par un fils qui défend la mémoire de son père et qui entend découvrir toute la vérité sur les raisons politiques, encore obscures, de cette manœuvre sinistre et dérisoire. Du coup, Patrice Hernu nous fait pénétrer dans le monde trouble des officines de renseignement. Sans verser le moins du monde dans une vision paranoïaque de l'histoire, le fils de l'ancien ministre de François Mitterrand montre comment les plus sales rumeurs se fabriquent et circulent, et comment certains journaux en viennent à les accréditer par légèreté, par intérêt politique ou par esprit de profit.

Le livre de Patrice Hernu est un avertissement. Il n'a pas été entendu puisque, peu après sa publication, la fausse « affaire Léotard-Gaudin » faisait les délices d'une presse qui se complait dans la salissure.

Y. L.

(1) Patrice Hernu (en collaboration avec Frédéric Charpier) - « L'affaire Hernu » - Éditions Ramsay, 1997 - prix franco : 135 F.

## Conversation nationaliste

Est-il possible d'observer une dérive quand on flotte soi-même au gré de courants mal connus, en prenant tellement de repères que tout fini par se brouiller ?

Rôle de livre. Bourré de culture. Plein d'excellentes citations. Riche de références historiques. Les notations géographiques, géostratégiques et géopolitiques surabondent. Et l'auteur, conseiller des princes qui nous gouvernent, ceux de gauche (Jean-Pierre Chevènement naguère), et ceux de droite (Philippe Séguin aujourd'hui) est d'autant plus sérieux dans son information qu'il lit *Royaliste*, et le cite !

Hélas, le livre qui résulte de ce gros travail honnête est un fouillis parfaitement déconcertant. A tel point, fait unique dans nos annales, que deux rédacteurs successifs y ont plongé, et en sont ressortis avec des impressions si violentes et si contrastées que ce texte énigmatique a été confié à un troisième éclaircisseur. Prudent, celui-ci rappellera que la forêt n'est pas la même pour le bûcheron et pour le chasseur, et qu'on peut donc exploiter la matière de différentes façons. Cependant, l'observateur requis a relevé des traces, situé quelques foyers aux cendres encore tièdes, et peut donc livrer ses impressions.

Paul-Marie Coûteaux juge l'Europe passée et sa présente tentative de construction en lecteur de Jacques Bainville et en admirateur du général de Gaulle. L'intention est assurément sympathique, mais on ne retrouve dans le livre ni la

clarté, ni la concision bainvilliennes, ni le sens de l'anticipation de l'auteur des *Conséquences politiques de la paix*.

Le conseiller des vieux gaullois de gauche e. de droite a sans doute voulu décrire les « *Conséquences politiques de la Chute du Mur de Berlin* ». De fait, le titre retenu (*L'Europe vers la guerre*) évoque la conclusion logique à laquelle Bainville était parvenu (la paix de Versailles « *remontée comme une mécanique homicide* ») mais le fil de la démonstration de Paul-Marie Coûteaux se perd dès le début du chemin.

Du coup l'argumentation attendue contre le traité de Maastricht est elle-même dispersée en des remarques acides et des piques légères assorties de concessions subreptices à la politique mitterrandienne visant à un « arrimage » de l'Allemagne dans un ensemble européen. Au lieu de l'analyse rigoureuse, une conversation mondaine. A la place de la hauteur de vue gaulloise, le regard hautain d'un haut fonctionnaire étranger à la misère sociale. Pas de critique d'ensemble (par exemple de la « monnaie unique ») mais une dénonciation de la construction européenne à coup d'anecdotes et de citations subalternes.

Ces embarras ne sauraient étonner, puisque l'hypothèse de départ est fautive : il ne peut pas y avoir de dérive

fédéraliste puisque le passage au fédéralisme impliquerait une décision, donc un pouvoir politique qui n'existe pas dans l'Europe des Quinze. Dès lors, les mises en garde contre la politique étrangère commune et contre la réforme des institutions européennes tombent à plat puisque nul menace ne saurait procéder de l'inexistence et du fiasco.

Ainsi, l'auteur joue à se faire peur en reprenant la thèse du déclin irrésistible, et en essayant de faire renaître nos vieilles angoisses obsidionales, afin d'exciter craintes et passions. Sus aux Teutons ! Sus à l'Anglois ! Sus aux Flamands pour nous rattacher les Wallons sur les ruines de la nation et de la monarchie belges ! Au passage, on appréciera la légèreté des jeux de mots (kohlaboration) et la pertinence des comparaisons (entre Drieu La Rochelle et Elisabeth Guigou par exemple).

C'est ainsi que se cherche un néo-nationalisme français (pour aller vite : la seule France nouant des alliances de revers avec le Québec et l'Irak, dans le cadre d'une « latinité » définie par un potache) qui nous propose pour affronter le complot américano-anglo-germain l'esthétisme de Barrès assorti d'une relecture minimaliste de Maurras. Il n'est pas surprenant que, muni d'un tel bagage, l'auteur se trompe d'époque et d'enjeux.

Jacques BLANGY

(1) Paul-Marie Coûteaux - « *L'Europe vers la guerre* » - Éditions Michalon, 1997 - prix franco : 110 F.

## Le Bluff républicain

Philippe Cohen, aujourd'hui responsable des questions économiques et sociales à *Marianne*, l'hebdomadaire fondé par Jean-François Kahn, est d'autant plus autorisé à dénoncer le bluff républicain qu'il a le culte de la République. Un culte que les royalistes que nous sommes ne saurions contester car il

concerne l'essence même du politique. Nous aussi croyons à une communauté de destin qui repose sur la solidarité des citoyens et une construction volontariste dont le but est de promouvoir la justice, et donc la protection des plus faibles contre les violences de l'économie libérale. Voilà, certes, qui nous inscrit hors du fameux « cercle de la raison » défini par Alain Minc. Mais le livre que publie aujourd'hui Philippe Cohen montre comment le projet républicain est tout autre chose que déraisonnable.

Tout d'abord l'auteur a le mérite de rendre tout à fait intelligibles les quelques années que nous venons de vivre, au gré des changements de majorité. C'est un journaliste très informé, un analyste aigu, et un économiste qui tient ses dossiers à jour. Aussi nous permet-il de comprendre ce qui s'est passé avec les mouvements profonds de la société française. Autant l'importance inattendue du Non au référendum sur le traité de Maastricht, autant la défaite d'Édouard Balladur à l'élection présidentielle et le succès récent de Lionel Jospin aux dernières élections législatives sont significatifs d'un refus du libéralisme économique et d'un attachement au pacte républicain. Cette résistance à ce que les esprits éclairés considèrent comme inéluctable, s'explique tout simplement par la réalité que vit une société qui sait que l'évolution qu'elle subit ressemble beaucoup plus à l'horreur économique de Viviane Forrester qu'à l'avenir radieux d'Alain Madelin.

Ce n'est pas parce que les Français seraient hostiles à la libre entreprise, à l'innovation, rebelles à la réforme. C'est qu'ils sont payés pour savoir ce en quoi consistent les évolutions « inéluctables ». Chômage, précarité, paupérisation des classes moyennes, incertitude pour demain, écroulement de l'immobilier s'inscrivent aujourd'hui dans la vie quotidienne du pays. Et comment les citoyens accorderaient-ils foi aux articles du credo libéral alors qu'ils savent expérimentalement qu'il correspond à autant de mensonges. On explique gravement aux gens que la réduction du temps de travail constitue une erreur majeure mais on oublie « *que deux salariés sur trois qui arrivent à la retraite ont déjà été mis au chômage par les entreprises qui les employaient* ». On oublie également toutes ces entreprises qui négocient en sous-main le financement du départ en pré-retraite de dizaines de milliers d'emplois. Autre exemple de mensonge : on explique sur tous les tons que la création d'entreprise est un objectif majeur, ce qui n'est pas contestable, mais on oublie de préciser par ailleurs que c'est l'atonie de l'activité économique et non le poids excessif de

l'État qui freine le processus, et que la politique monétariste menée par la Banque de France contribue au découragement général.

Car il y a une logique implacable de l'évolution de notre économie, qui depuis le début des années quatre-vingt s'acharne contre l'emploi pour le plus grand profit d'une économie de rentiers. Philippe Cohen en fait la démonstration saisissante : « *En 1994 la France produisait 2,3 fois plus de richesses qu'en 1981. Mais la part des revenus du travail dans le produit intérieur brut est passée de 56,9 % à 51,3 % dans la même période. Les salariés ont donc perdu 5,6 % du P.I.B. en treize ans. Au total 41,3 millions qui changent de mains, au rythme d'une croissance moyen de 32 milliards par an* ». Dans la décennie précédente, il faut le rappeler, les salariés avaient gagné six points de P.I.B. sur les actionnaires et les patrons ! Il suffit d'examiner l'état des fortunes pour constater que la part perdue par les salariés a été fort opportunément empêchée par le capitalisme, qui ne se réduit pas aux fameuses 200 familles mais qui ne s'est pas non plus popularisé, comme on voudrait nous le faire croire : « *Ni actionnariat du peuple, ni deux cents familles : la France des riches se situe quelque part entre ces deux balises* ».

par Gérard Leclerc



Si cette richesse accumulée permettait de relancer l'économie ! Mais ce n'est pas le cas, au contraire. La course au profit immédiat détourne des investissements de production et les stratégies gagnantes en Bourse appellent « *plans sociaux, chômage, chute de la consommation, qui à leur tour diminuent les perspectives commerciales et freinent les investissements* ». Comment tout cela n'aboutirait-il pas finalement à une véritable déroute sociale, celle qui conduit à la précarisation de sept millions d'actifs, au sein desquels il faut compter de plus en plus de membres des classes moyennes. A leur propos, Philippe Cohen parle même de déroute. La situation de beaucoup de catégories professionnelles se dégrade. La moitié des architectes sont smicards. Il y a également de plus en plus de médecins smicards. Les cadres ont le sentiment d'être de plus en plus en péril avec un taux de chômage qui, dans le privé, tend à rejoindre la moyenne générale. Dans ce milieu, « la descente aux enfers » est de moins en moins rare, lorsque le cadre qui pouvait payer les traites de son appartement se trouve brusquement démuné avec une indemnité de chômage qui n'équivaut pas à un remboursement mensuel. D'où une propension à une moindre consommation et, pour garantir l'avenir, des placements sur les marchés financiers.

Tels sont quelques-uns des traits de la situation de fond de ce pays. Elle explique la résistance généralisée à la dérive libérale et l'échec électoral de tous ceux qui ont voulu aller dans le sens de la déréglementation et de la dictature des marchés. Malheureusement, ceux qui ont brandi les valeurs de la République pour s'opposer à la logique de l'entropie économique et sociale n'ont souvent fait que du bluff. Chirac a renié ses promesses six mois après son élection. Que fera Jospin, qui n'a gagné que pour assumer les promesses tenues ? N'a-t-il pas déjà implicitement choisi les contraintes du monétarisme ? Les néolibéraux, écrit Philippe Cohen, n'ont jamais désespéré de la gauche, pour « moderniser » la société française. Qui donc sera fidèle au pacte républicain ? Philippe Séguin, qui le formula, en est aussi au compromis avec les balladuriens. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut recommander la lecture du « bluff républicain ». Pour comprendre et pour résister.

Philippe Cohen - « *Le Bluff républicain* » - A quoi servent les élections ? - Ed. Arléa - prix franco : 135 F.

# D'une Éminence, l'autre

**Richelieu et Mazarin ou le triomphe de la volonté mise au service d'une double ambition, celle de leur propre gloire et celle de la grandeur de la France.**

**R**ichelieu, cadet de famille destiné aux armes, fut sacré évêque de Luçon par suite du refus de son frère Alphonse d'accepter cette charge. Ambitieux il se fit rapidement remarquer, en particulier lors de la réunion des états généraux de 1615, en qualité de porte-parole du clergé. Quelques mois plus tard il est nommé aumônier de la reine Marie de Médicis. La progression est rapide, elle aveugle l'Excellence. Lui, d'ordinaire si perspicace, comment a-t-il pu faire fond sur Concini, cet aventurier cupide, créature de Marie, véritable maître du royaume ? Il entre à son service en qualité de secrétaire d'État pour cinq mois seulement, jusqu'à l'assassinat du favori. En cette occasion, Louis XIII, « l'enfant enfantissime » se révèle, il devient véritablement le Roi, chasse Richelieu « *Eh bien Luçon ! Enfin me voilà hors de votre tyrannie ! Allez, ôtez-vous d'ici !* ».

Tout semblait s'écrouler ; il y eut l'attente anxieuse et l'exil forcé en Avignon. La porte restait cependant entrouverte. Richelieu restait aumônier de Marie, à ce titre il réussit, au moins provisoirement, à réconcilier Louis XIII à sa

mère qu'il aimait alors que celle-ci le détestait ; ce faisant il gagne le chapeau de Cardinal. Avec l'appui de la Reine-mère il entre au conseil du Roi qui, pourtant, le haïssait. A 39 ans, il accède au pouvoir suprême et s'attelle à la réalisation de son grandiose projet : abaisser les Grands, ruiner le parti huguenot sans attenter au parti réformé, substituer l'hégémonie des Bourbons en Europe à celle des Habsbourg.

L'objectif à atteindre ne pouvait l'être qu'à long terme, les difficultés rencontrées inouïes, permanence des cabales et des complots dont la fameuse journée des Dupes n'est que l'exemple le plus spectaculaire, lutte incessante contre l'Empire et la Maison d'Autriche. A sa mort l'oeuvre était grandement avancée. Suprême habileté, son choix presque infaillible des hommes l'avait conduit à remarquer, former et proposer Mazarin comme son successeur.

D'origine obscure le Sicilien eut, lui aussi, à subir mille embûches. Cette Éminence, qui ne fut jamais ordonnée prêtre, possédait sous une apparente souplesse une volonté de fer. Il surmonta les difficultés telle la terrible épreuve de la Fronde, avec

une extrême habileté. Il conduisit à son terme la politique étrangère initiée par Richelieu qui aboutit au traité de Westphalie mettant la France à l'abri des invasions pendant 150 ans, puis au traité des Pyrénées avec l'Espagne. Après dix-huit ans de pouvoir il peut mourir, s'arrachant à regret aux colossales richesses qu'il s'était octroyées en rémunération de ses services.

Une tragique et magnifique étape de l'histoire de notre pays qui débouche sur une France modernisée et l'éclat du règne de Louis XIV. Les lecteurs de Georges Bordonove retrouveront les qualités habituelles de l'auteur. Élégance du style, précision de l'historien qui possède l'art, en de courts chapitres de donner l'essentiel des événements sans que le lecteur ne se noie dans le détail d'affaires compliquées. Deux biographies dont la qualité tient également à la finesse avec laquelle sont tracés les portraits des principaux protagonistes.

Richelieu à l'intelligence fulgurante, génie impérieux, séducteur sûr de son charme, dur, impitoyable, préférant choisir la grandeur de la France au bonheur des Français. Georges Bordonove n'a-t-il pas un peu trop gommé les imperfections de l'homme que la folie a parfois frôlé comme elle a atteint ses deux frères et sa soeur Nicole ?

Inséparable du ministre, le magnifique Louis XIII ; ils avaient l'un et l'autre en com-

mun le goût de l'ordre et la volonté de grandeur. Le Roi était extrêmement jaloux de son autorité, son Premier ministre veillera scrupuleusement à la faire respecter et à la respecter lui-même. Ce duumvirat a été en quelque sorte la perfection même de la cohabitation. De la haine à l'amitié affectueuse.

Mazarin était la souplesse même. Les historiens en général et les mémorialistes ne sont pas tendres avec lui. Quels portraits éblouissants de méchanceté en dressent le cardinal de Retz et Saint-Simon ! Il eut plus de pouvoir que Richelieu, la régente Anne, amoureuse de l'éminentissime lui en laissant quasiment la totalité. Ce fut un passionné de la France et l'incomparable éducateur de Louis XIV.

Triste prince que « Monsieur » frère du Roi. Lâche, conspirateur, ne frivole, prêt à toutes les trahisons. Le duc d'Orléans se savait intouchable en qualité d'héritier présomptif du trône alors que Louis XIII restait désespérément sans progéniture.

Quant aux femmes ! Ces « animaux étranges » comme les qualifiait Richelieu. Marie de Médicis, cette Italienne reine de France, impossible à vivre, glapissante, acariâtre, vulgaire, sans aucun sens de l'État, qui ne « montrait de la finesse que dans la perfidie ». Avidité du pouvoir, capable de toutes les turpitudes pour le conserver. Cette Junon obèse fut la honte des Médicis.

La reine Anne trahit tout bonnement son pays d'accueil et son mari. Par la suite elle eut la sagesse - où la passion ? - de confier les rênes du pouvoir à Mazarin. Et ça et là des personnages fascinants : Buckingham, la vénéneuse duchesse de Chevreuse, la duchesse de Longueville, la Grande Mademoiselle et tant d'autres...

Ces deux livres, en quelque sorte, c'est Alexandre Dumas remis sur pieds.

**Michel FONTAURELLE**  
« Richelieu tel qu'en lui-même » - Ed. Pygmalion - prix franco : 150 F.  
« Mazarin le pouvoir et l'argent » - Ed. Pygmalion - prix franco : 150 F.

## MICHEL HERSON

Nous avons la tristesse d'annoncer à nos lecteurs le décès de Michel Herson. Retiré depuis plusieurs années de toute activité publique, il avait discrètement joué un rôle important dans les années soixante : délégué national de l'U.N.R. de 1960 à 1970, ce spécialiste des questions électorales était à la fois royaliste et gaulliste, proche de M<sup>re</sup> le comte de Paris et du général de Gaulle.

Lors de la publication des *Mémoires* du comte de Paris, il avait publié son témoignage sur l'histoire des relations entre le Général et le chef de la Maison de France. Nous lui avons donné la parole à cette occasion et il s'était à plusieurs reprises exprimé dans les colonnes de *Royaliste* et dans nos réunions sur les questions touchant à la légitimité.

La Nouvelle Action royaliste perd un sympathisant - au sens le plus fort du terme. Plusieurs, parmi nous, perdent un ami.

Yvan AUMONT

## INTERNET

A titre expérimental, nous avons ouvert depuis quelques mois un site Internet pour *Royaliste*. Son adresse :

<http://www.mygale.org/10/francesc/royaliste/>

Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions. Merci aussi de nous signaler tous les sites à caractère royaliste (en particulier ceux concernant les pays étrangers) ainsi que ceux des autres formations politiques.

## EN BREF

● **PRINCE JEAN** - Le prince Jean, duc de Vendôme, a effectué un voyage d'études dans la région de Bordeaux les 13 et 14 décembre. A cette occasion, il a pu rencontrer un certain nombre de personnalités locales.

● **A.A.M.F.** - L'association des Amis de la Maison de France a tenu son assemblée générale le samedi 13 décembre. A l'issue de celle-ci, un déjeuner, présidé par la princesse Chantal de France, a réuni adhérents et sympathisants de l'association. (A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08).

● **PRIX** - Le jury du Prix Hugues Capet, présidé par la comtesse de Paris, a décidé de couronner cette année le livre de Jean Sévillia « *Zita, impératrice courage* ». Le prix Hugues Capet, institué à l'initiative de l'Association Unité capétienne, récompense chaque année une biographie consacrée à un roi ou à une reine.

## RELIURES

◆ Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

◆ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1996 (sauf 1979).

## ABONNEMENT-ESSAI

*Royaliste* n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

**Adhérer à la NAR, c'est nous manifester votre soutien !**

## LIBRAIRIE

Le livre de Bertrand Renouvin « *Le royalisme, histoire et actualité* » est vendu, jusqu'au 31 décembre, par notre service librairie au **prix de lancement** de 148 F + port (soit 169 F franco). Son prix passera à 198 F à partir du 1<sup>er</sup> janvier. Profitez du prix de lancement et ne tardez pas à nous passer vos commandes.

## AUTOCOLLANTS

Autocollant « *NON aux lois xénophobes* » rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.

Vendu par planche de 12. La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

Autres modèles (on peut panacher les commandes) :

- Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* » vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).

- Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) publicitaire pour *Royaliste*, vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

**Un autocollant posé c'est peut-être un abonné nouveau. Pensez-y !**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 17 décembre** : La dernière réunion de l'année sera placée sous le signe de l'amitié : celle que nous éprouvons pour **Georges BALANDIER**, qui est depuis une quinzaine d'années un familier de nos réunions. Il revient parmi nous pour évoquer sa *Traversée de siècle* (le Front populaire, la Résistance, la décolonisation...) qu'il a vécue comme acteur et comme témoin, et le sens de ses travaux d'anthropologue et de sociologue passionné par les sociétés de la tradition comme par celles de la modernité. Riche expérience, qu'il nous fera partager.

● **Mercredi 24 et 31 décembre** : pas de réunion. Reprise le mercredi 7 janvier avec Philippe Breton comme invité.

**Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)**

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Profession : .....  
Adresse : .....  
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Le baron fait sa crise

**I**l crie qu'on l'assassine, qu'on l'étouffe sous la paperasse, qu'on l'étrangle fiscalement, qu'on le vole avec ces maudites trente-cinq heures. Lui, Ernest-Antoine Seillière, qui s'est identifié à ce patronat trahi et accablé de charges, quasi agonisant.

Roué de coups par les sicaires du « colberto-socialisme national » comme dit son compère Pineau-Valencienne qui souffrit pour ses convictions libérales dans une geôle belge, le baron Seillière a tout de même la force de clamer qu'il n'y aura plus de négociations nationales, qu'on verra ce qu'on verra dans la gestion paritaire, et qu'il fera tomber le Premier ministre sur les 35 heures.

Tant de malheurs et de si fières répliques ne pouvaient manquer de provoquer un grand émoi. Compatissante, la droite fait rempart autour de la créature accablée, et la gauche a annoncé de nouvelles concessions (le report des 35 heures pour les petites entreprises) tout en se réjouissant discrètement : quand le baron fait sa crise, Lionel Jospin apparaît comme un homme de gauche et sa cote sondagière se porte d'autant mieux. Dans la classe dirigeante, tout le monde profite du psychodrame monté par le « tueur » en campagne électorale. Dès lors, à quoi bon en rajouter ? Plutôt que d'entrer dans le jeu des propos irresponsables, revenons aux réalités que les patrons et les gouvernants affectionnent dans l'ordinaire des jours.

Parlons argent. Nous aimerions savoir combien le baron Seil-

lière a reçu de l'État qu'il voue aux gémonies lorsque les pouvoirs publics réglèrent en 1978 les affaires catastrophiques de la famille Wendel, dont Ernest-François est un des héritiers. Mais nous savons déjà que François Pinault n'a pas payé l'impôt sur la fortune en 1997 alors qu'il est un des hommes les plus riches du pays. Et il suffit de feuilleter la presse financière pour connaître le montant des



profits - considérables - accumulés par les entreprises françaises, et celui des dividendes (63,4 milliards, soit une hausse annuelle de 5,4 %) qui sont distribués aux actionnaires. Cette situation florissante est la conséquence directe de la surexploitation des ouvriers, des employés et des cadres, ce que nul ne peut ignorer (1).

Parlons gestion. À juste titre, on dénonce l'ampleur des scandales qui frappent le Crédit Lyonnais et le GAN, et qui sont la conséquence du laxisme des représentants de l'État. Mais on oublie de dire que les erreurs, les spéculations hasardeuses et les dilapidations du secteur privé

représentent des pertes considérables (le chiffre de 500 milliards est actuellement avancé) qui pèsent sur la nation tout entière et qui se traduisent par des licenciements massifs. De plus, on est en train de s'apercevoir que les groupes capitalistes français sont d'une grande fragilité, dès lors qu'ils ne sont plus protégés par l'État et par le secteur public, puisque treize groupes importants risquent d'être rachetés par des étrangers.

Parlons civisme. Alors que les médias dénoncent à grand bruit l'incivisme effectivement inacceptable de certains adolescents, on fait écho sans la moindre restriction à la campagne faite pour inciter les chefs d'entreprises à quitter notre pays, et on monte en épingle la menace de délocalisation brandie par le directeur de la cristallerie d'Arques sous prétexte de réduction de la durée du travail. C'est clairement affirmer qu'on préfère ses profits à la patrie.

Le patronat a célébré l'éthique, et plusieurs de ses éminences se sont retrouvées devant un juge d'instruction. L'organisation patronale a glorifié l'entreprise citoyenne, mais nul ne dénonce les chefs d'entreprise qui sont prêts à se vendre à l'étranger, ou à émigrer. Et les sermons sur la rigueur sont démentis par les pratiques de corruption, de spéculation et d'enrichissement éhonté.

Qu'on ne nous reproche pas d'écrire un mauvais roman marxiste : c'est le patronat qui s'en est chargé. En dévoilant son égoïsme de classe, il prend le risque de subir le choc en retour de sa propre violence. Cela, au moins, il ne l'aura pas volé. Une classe dirigeante doit être exemplaire, ou elle n'est rien. Le groupe des profiteurs, des incapables et des inciviques qui prétendent tout régenter est en train de signer son acte de décès.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. le livre de Gérard Filoche, *Le Travail jetable*, que l'auteur présentera dans notre prochain numéro.